



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME¹**

PERIODE DU RAPPORT: DU 08.2010 AU 12.2012

| | |
|---|---|
| <p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre du Programme: Promotion du dialogue intercommunautaire et préparation des conditions pour le retour et la réintégration des déplacés et des réfugiés en toute sécurité et dignité dans les zones sortant de conflits armés à l'Est de la République Démocratique du Congo. • Réf. du Programme : PBF/COD/B-3 • Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:³ | <p>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques²</p> <p><i>(le cas échéant)</i> Pays/Localité : RDC, phase pilote Nord Kivu – Territoire de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo</p> <p>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</p> |
| <p>Organisation(s) Participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme <ul style="list-style-type: none"> • UNHCR • UN Habitat • PAM • UNOPS | <p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales. • Gouvernement du Nord Kivu, CNR, Coordination STAREC • NRC, GTZ, ADSSE |
| <p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet: TOTAL : US\$ 4, 864,687 Contribution du Fonds⁴ 2.650.000 USD</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par agence (le cas) | <p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale (mois) 24 mois Date de démarrage⁵ (dd.mm.yyyy) 17.08.2010</p> |

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Résultats Stratégiques, tels que formulés dans le Plan Prioritaire, le document de projet ou le PMP (Cadre Global des Résultats Stratégiques du FCP);

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

⁴ La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

⁵ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

échéant)

- **UNHCR : \$ 1, 428,238**
- **UN Habitat : \$921,762 ;**
PAM : \$150,000 ;
UNOPS : \$150,000

Contribution de(s) agence(s)

- *Par agence (le cas échéant)*
- **UNHCR - \$ 2, 214,687,**
PAM - \$23,240

Contribution du
Gouvernement

- *(le cas échéant) \$72,000*
(jamais justifié)

Autres Contributions
[donateur(s)]
(le cas échéant)

TOTAL:

Évaluation du Programme

Évaluation Complétée

Oui Non Date: *dd.mm.yyyy*

Rapport d'Évaluation – Attaché

Oui Non Date: *dd.mm.yyyy*

Date de clôture originale⁶
(dd.mm.yyyy) 31.12.2011

Date de clôture
actuelle⁷ *(dd.mm.yyyy) 31.12.2012*

Oui Non

Est-ce que l(es) agence (s) a/ont
fermé opérationnellement le
programme dans son (leurs)
système?

Date prévue de clôture financière⁸:

Soumis par:

- Nom:
- Titre:
- Organisation Participante (“Lead Agency”):
- Adresse e-mail:

⁶ Tel qu'approuvé sur le document de projet originale par l'organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

⁷ Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n'est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l'Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

⁸ La clôture financière exige le retour des soldes non dépensés et la soumission de l'état financier final certifié ainsi que le rapport. ([Certified Final Financial Statement and Report](#)).

RÉSUMÉ

- **Dans ¼ à ½ page, résumez les accomplissements les plus importants du Programme au cours de la période considérée et les éléments clés de votre rapport détaillé ci-dessous. A l'intérieur de ce résumé, veuillez souligner les éléments du rapport que vous considérez comme les plus importants à fin d'être inclus dans le rapport annuel consolidé du Bureau MPTF. (à effacer avant envoi)**

Faisant partie de la Stratégie globale d'ISSSS dans sa composante 4 **Retour & Réintégration**, le projet s'est inséré aussi dans le cadre du Programme du Gouvernement congolais pour la Stabilisation et la Reconstruction des Zones sortant des conflits armés (STAREC).

Malgré les nombreuses difficultés rencontrées par le programme lors de sa mise en œuvre, notamment à cause de la recrudescence de l'insécurité dans les zones définies par la stabilisation, 15 CLPC ont pu être installés et huit (8) ont bénéficié des foyers communautaires sous fonds UNHCR après avoir remarqué que ceci constituait une contrainte majeure. Différentes formations ont pu être menées, cependant vu le faible niveau des membres de ces CLPC, il serait nécessaire de poursuivre ces formations ou engager un VNU national pour renforcer les capacités de ces communautés au quotidien.

Suite aux évaluations menées, le volet assistance à l'habitat a dû être revu et a été exclusivement réalisé dans le groupement de Mupfuni Matanda et Kamuronza avec la construction respectivement de 725 habitations pour des IDPs retournés et 325 habitations pour des IDPs & Pygmées ayant opté l'intégration sur le site de déplacement Mugunga.

De manière globale, le programme a réussi à donner des résultats probants dans la résolution des conflits fonciers dans les zones de retour dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, contribuant ainsi à la coexistence pacifique et à l'accès à la terre des retournés. Au total 2 Centres Communautaires de Médiation Foncière ont été installés à Kitchanga (Masisi) et à Kiwanja (Rutshuru). Le programme a appuyé la mise en place de 7 premiers CLPC dans le cadre du programme STAREC avec un appui particulier à la sous commission de gestion des conflits fonciers. Au total 1448 conflits fonciers sont documentés dans les deux territoires et 539 conflits fonciers résolus grâce à la médiation. La principale leçon s à tirer de ces 24 mois de mis en œuvre de ce projet est la forte confiance que les communautés bénéficiaires ont eu en vers la médiation des conflits fonciers comme étant un remède face à l'absence de l'Etat. Mais aussi le projet a été catalytique pour susciter l'engagement d'autres bailleurs de fonds dans le secteur foncier (USAID, Canada, Hollande, Pooled Fund).

Le projet a servi de point de convergence pour la gestion de l'information pertinente ayant comme but la contribution à l'amélioration graduelle de la protection des populations civiles à l'Est de la RD Congo. Il a permis également de mettre à la disposition des acteurs humanitaires, de la stabilisation et du Gouvernement d'une plateforme commune de gestion de l'information sur les déplacés internes. Cette plateforme devrait répondre au besoin de coordination car elle permettra à tous les intervenants de disposer des données et cartes sur les projets et leur état d'avancement, ainsi que des données sur les zones potentielles de retour pour faciliter la planification. Enfin, le projet a permis le renforcement des capacités de la cellule infrastructure du gouvernement de la RDC en termes de collecte et de consolidation de l'information dans la zone STAREC, de façon à lui permettre d'avoir une vision claire des progrès effectués en termes de stabilisation, ainsi que des gaps.

I. Objectifs :

Le projet a contribué à l'installation des structures de base CLPC qui favoriseront le dialogue intercommunautaire et la mise en œuvre de plusieurs projets communautaires dans le but de préparer les conditions de retour et la réintégration des déplacés et des réfugiés en toute sécurité et dignité dans les zones sortant de conflits armés (nord Kivu). La justification et le bien fondé des CLPC ont à maintes reprises été discutés et jugés opportuns.

Ce projet a donné de l'habitation à 725 ménages IDPs retournés à Matanda et 325 IDPs et Pygmées intégrés sur place à Mugunga et dans le cadre de la protection de l'environnement, les arbres fruitiers et non fruitiers étaient distribués aux ménages bénéficiaires et planter autour des habitations.

Il a permis de mettre les bases de la prévention et la résolution des conflits fonciers dans les zones affectées par les conflits armés dans le Nord Kivu et en Ituri. Son objectif dans le court terme est de contribuer à la stabilisation et à la pacification des zones sortant des conflits armés à travers la résolution systématique des conflits fonciers. Il a consisté en une mise en place de mécanismes de résolution des conflits à travers des mécanismes extrajudiciaires, comme la médiation. La pertinence du programme est accrue dans les zones de retour des déplacés et des réfugiés où la question foncière constitue un facteur déterminant et aussi à risques. Avec ce programme, les communautés ont accès à des mécanismes de résolution des conflits fonciers dans un contexte où l'administration étatique, surtout judiciaire, est faible. En territoire de Masisi et de Rutshuru au Nord Kivu, de Djugu en Ituri, des centres de collectes des cas de conflits fonciers sont mis en place avec les chefs coutumiers, l'administration locale et la société civile. Une équipe de 10 médiateurs appuyés par 10 animateurs fonciers sont déployés au quotidien dans ces territoires.

Le programme a contribué au renforcement des capacités de plusieurs acteurs étatiques et non étatiques sur la résolution et la prévention des conflits fonciers : administration foncière, chefs coutumiers, parlementaires, personnel de la justice, administration territoriale, Société Civile, ONG Locales, femmes. Les mécanismes de sécurisation des droits fonciers qui ont été mis en place, ont nettement contribué à la prévention des conflits fonciers et à la relance communautaire.

Le projet UNOPS Data Center for IDP, a géré, tout le long du projet, le centre d'enregistrement des déplacés internes dans les camps CCCM au Nord Kivu, fourni des données et effectué des analyses statistiques et cartographiques liées aux personnes déplacées, à toute la communauté humanitaire. Ces activités rentrent également dans le cadre de l'appui au processus de consolidation de la paix à l'Est de la RDC qui a pour objectif la mise en place des mécanismes de résolution des conflits et de gestion du retour au niveau des groupements dont : l'appui à la réintégration des retournés et des rapatriés, la mise à disposition des acteurs de la stabilisation d'une plateforme commune de gestion de l'information (cette plateforme devrait répondre au besoin de coordination car elle permettra à tous les intervenants de disposer de données et de cartes sur les projets et leur état d'avancement, ainsi que des données sur les zones potentielles de retour pour faciliter la planification) et enfin le renforcement des capacités de la cellule infrastructure du gouvernement de la RDC en termes de collecte et de consolidation de l'information dans la zone STAREC, de façon à leur permettre d'avoir une vision claire des progrès effectués en termes de stabilisation, ainsi que des besoins à combler.

II. Évaluation des résultats du Programme

- **Cette section est la plus importante dans le rapport et une attention particulière doit être accordée à la présentation des résultats / et les changements qui ont eu lieu plutôt qu'aux activités. Elle est composée de trois parties à fin d'aider à capturer ces informations de**

différentes manières (i. Section descriptive; ii. Évaluation axé sur les indicateurs de performance; iii. Évaluation et Leçons apprises ; et iv. Une illustration narrative spécifique).

i) Rapport descriptif des résultats:

- **Effets réalisés (outcomes):** Les effets sont les changements stratégiques à plus haut niveau que votre programme vise à contribuer. Veuillez fournir un résumé des progrès accomplis par le programme par rapport aux résultats prévus dans le Plan Prioritaire et/ou le document de projet, vis-à-vis l'/les indicateur(s) pertinent(s) référés dans ces documents. Veuillez indiquer si les objectifs finals ont été atteints, ou bien expliquez tout écart dans les résultats obtenus par rapport aux prévisions. Veuillez expliquer la contribution globale au plan prioritaire ou bien aux autres documents stratégiques pertinents, p. ex.: le PMP, les priorités nationales, etc. Veuillez expliquer qui ont été les bénéficiaires principaux. Veuillez souligner tout changement institutionnel et / ou de comportement parmi les bénéficiaires au niveau des résultats.
- **Résultats / Produits (outputs):** Les produits sont les accomplissements les plus immédiats dont votre programme est responsable. Veuillez indiquer les produits principaux obtenus sur toute la durée du programme, par rapport aux résultats prévues dans le Plan Prioritaire et/ou le document de projet, en faisant référence à/aux indicateur(s) pertinent (s) dans ces documents. Veuillez indiquer si les objectifs ont été atteints, ou bien expliquer tout écart dans les résultats obtenus par rapport aux prévisions au cours de la période considérée. Si possible, veuillez inclure le nombre de bénéficiaires. Veuillez indiquer comment les résultats obtenus ont contribué à l'atteinte des objectifs et expliquer tout écart dans les contributions actuelles vis-à-vis celles prévues par rapport aux résultats.
- **Évaluation qualitative:** Veuillez fournir une appréciation qualitative de l'état d'avancement global du programme, sa contribution à l'atteinte des résultats a même d'adresser les causes principales du conflit. Apprécier les contributions du projet aux indicateurs respectifs du Plan Prioritaire. Faire ressortir des partenariats clés et expliquer comment ces relations ont eu un impact sur l'atteinte des résultats. Veuillez expliquer les questions transversales que vous considérez pertinentes pour les résultats présentés. Enfin décrire les Effets catalytiques en termes de processus ou de mobilisation de fonds supplémentaires?

ii) Évaluation axé sur les Indicateurs de Performance

En utilisant le **Cadre de Résultats du Document de Projet / PTA** – veuillez donner des détails sur la réalisation des indicateurs au niveau des effets réalisés, résultats atteints et produits dans le tableau ci-dessous. Lorsqu'il n'a pas été possible de recueillir des données sur les indicateurs, veuillez bien expliquer le pourquoi.

| | Indicateurs de performance | Indicateurs de référence | Indicateurs cibles | Objectifs/ Indicateurs atteints | Raisons d'éventuel(s) écart(s) | Source de vérification | Commentaires éventuels |
|--|----------------------------|--|--|---------------------------------|---|---|--|
| Résultat 1 Promotion du dialogue intercommunautaire | | | | | | | |
| Résultat 1.1 Structures locales de gestion du retour et de réconciliation mises en places, formées et soutenues dans tous les groupements en priorité ceux à fort potentiel de retour des déplacés et des réfugiés | Indicateur 1.1.1 | CTPR établie et fonctionnelles | 1 | 0 dissolution de la CTPR | Dissolution de la CPTR en novembre 2010. Remplacée par une structure Ad-Hoc | Rapports d'état d'avancement ; Coordination Provinciale du STAREC | |
| | Indicateur 1.1.2 | CLPCs mis en place et fonctionnels | 43 | 15 | Le 43 CLPCs correspondaient à la couverture totale des 3 territoires avec un budget de 14 millions de USD | Rapports d'état d'avancement ; Rapport des CLPC fonctionnels ; Coordination Provinciale du STAREC | 15 CLPCs ont été installés. Cependant suite à la résurgence de l'insécurité, très peu de CLPC étaient accessibles et n'ont pu être suivi comme prévu. |
| Résultat 1.2 Les communautés sensibilisées à la coexistence pacifique, au retour des déplacés et au rapatriement des réfugiés | Indicateur 1.2.1 | # de Fora organisé | 9 | 2 | Manque de financement CTPR dissoute aucune structure pour organiser les foras | | Aucune avancée significative au 31/12/2012 |
| | Indicateur 1.2.2 | # d'engagements inter/intra communautaire s signés et médiatisés | 539 Conflits ayant abouti à des compromis | 0 | Objectifs atteints | Base de donnée sur les conflits fonciers/ Fiche de la médiation | Les communautés ont eu recours à la médiation foncière, ce qui constitue une bonne perception |

| | | | | | | | |
|--|------------------|--|---|---|--------------------|---|---|
| | | | s | | | | du programme. |
| Résultat 2 Renforcement des capacités de l'Etat et de ses structures décentralisées en matière de médiation et gestion foncière | | | | | | | |
| Résultat 2.1 Renforcement des capacités des Comités Locaux en gestion et prévention des conflits fonciers | Indicateur 2.1.1 | # de sous-comités fonciers mis en place | - | 7 Sous comités fonciers des CLPC mis en place | Objectifs atteints | Rapport des formateurs | Les sous comités sont fonctionnels et conduit des activités de sensibilisation et d'information |
| | Indicateur 2.1.2 | # membres des sous-comités fonciers formés en matière de gestion et prévention des conflits fonciers | | 172 membres des CLPC formés et 64 membres de la sous-commission résolution des conflits formés dont 75 femmes | Objectifs atteints | Rapport des CLPC, Rapport de Suivi des médiateurs fonciers | Au total 78 conflits fonciers sont documentés par les CLPC et 42 conflits fonciers sont résolus par médiation. |
| Résultat 2.2 Mise en place de mécanismes de réponse rapide aux conflits fonciers | Indicateur 2.2.1 | # conflits fonciers documentés | | 1448 conflits documentés | Objectifs atteints | Fiches de Médiation Registre du Médiateur Rapports Mensuel Base de données | Une base de données est mise en place pour enregistrer les conflits documents et pour faire les analyses |
| | Indicateur 2.2.2 | # conflits résolus | | 539 conflits résolus par | Objectifs atteints | Fiche de Médiation et Base | |

| | | | | | | | |
|--|------------------|------------------------------------|--|---|--|---|---|
| | | | | médiation | | de données sur les conflits fonciers | |
| | | # médiateurs fonciers | | 6 médiateurs et 16 animateurs fonciers recrutés et formés. | Objectifs atteints | TDR des postes des médiateurs. PV de selection | Les médiateurs sont déployés au niveau du territoire |
| Résultat 2.3 Mise en place de centres de médiation foncière à l'échelle des chefferies | Indicateur 2.3.1 | # CMF fonctionnel | | 2 CMF installés (Kitchanga, Rutshuru) | Insécurité dans certaines zones et besoin de réviser les coûts | Visite de site | |
| | Indicateur 2.3.2 | # décisions médiation enregistrées | | 539 Décisions enregistrées | | Fiches de médiation Base de données | |
| | | # conflits fonciers enregistrés | | 1448 conflits enregistrés | | Rapports mensuels Registre des bénéficiaires | |
| Résultat 2.4 Sécurisation foncière dans les zones prioritaires | Indicateur 2.4.1 | # parcelles restituées | | 1976 parcelles restituées | | Rapport annuel Base de données | |
| | Indicateur 2.4.2 | # parcelles distribuées | | 710 parcelles distribuées sur Luhonga et 376 ménages dont 228 ménages pygmés ont reçu des parcelles et des preuves de droit a Hewa Bora | | Liste affectataire | |

| | | | | | | | |
|--|------------------|---------------------|--|---|--|--|--|
| Résultat 2.5 Renforcement des capacités institutionnelles en matière de prévention et de résolution de conflits fonciers | Indicateur 2.5.1 | # personnes formées | | 80 agents administratifs foncière et 195 chefs coutumier formés ; 105 membres du comité des sages des centres communautaires de médiation foncière formés ; 66 membres de la sous-commission prévention des conflits des CLPC formés 2 comités des sages constitués et les membres de brigade foncière capacités renforcées ; 50 agriculteurs et éleveurs formés | | Liste de présences Rapport de formation | Les chefs coutumiers à travers les comités de sage interviennent dans la résolution de conflits fonciers. Les comités de sage a Kitchanga ont documenté 46 conflits fonciers et résolu 17 par la médiation. |
|--|------------------|---------------------|--|---|--|--|--|

Résultat 3 Appui à la réintégration des retournés et rapatriés dans leurs milieux d'origine

| | | | | | | | |
|----------------------------------|------------------|------------------------------|----|----|--|------------------------|--|
| Résultat 3.1 Appui aux | Indicateur 3.1.1 | # comités abris fonctionnels | 13 | 13 | | Rapport partenaire NRC | |
|----------------------------------|------------------|------------------------------|----|----|--|------------------------|--|

| | | | | | | | |
|---|------------------|---|-----|---|--|---------------------------------------|--|
| communautés dans la résolution de leurs problèmes d'accès à l'abri dans les zones de retour | Indicateur 3.1.2 | # de ménages retournés bénéficiaires d'un abri de transition. | 725 | 725 | | Rapport partenaire NRC et ADSSE | |
| | | # ménages IDPs & Pygmées | 325 | 325 | | Rapport GTZ | |
| Résultat 3.2 Conseil juridique et médiation foncière dans les groupements de Banyungu et Mupfuni Matanda | Indicateur 3.2.1 | # de conflits fonciers et/ou de conseil juridique fournis | | 4 conflits fonciers sur 12 identifiés ont été résolus par la médiation, à travers la commission du groupement Matanda | | Rapport partenaire NRC | |
| Résultat 3.3 Besoins multisectoriels prioritaires identifiés et transmis aux acteurs compétents pour résolution | Indicateur 3.3.1 | | | | | | Activité non réalisées dû à l'insécurité |
| | Indicateur 3.3.2 | | | | | | Activité non réalisées dû à l'insécurité |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Résultat 4 Améliorer la synergie et la complémentarité entre les interventions du STAREC | | | | | | | |
| Résultat 4.1 Une plateforme commune pour la gestion de l'information | Indicateur 4.1.1 | Déploiement des VNU internationaux | | Recrutement d'un VNU international (chargé de liaison) | Les autres postes étaient déjà pourvus et il n'y avait pas de nécessité de | VNU en poste depuis fin novembre 2010 | Voir dans rapports UNOPS |

| | | | | | | | |
|---|------------------|---|--|--|----------|---|--------------------------|
| géographique relative aux interventions STAREC mise en place et renforcée | | | | | recruter | | |
| | | Amélioration de l'outil pour un meilleur appui à la gestion des déplacés dans les camps et mise en place d'une plateforme relative à STAREC | | Plateforme pour les déplacés améliorée et ébauche de la plateforme pour l'appui à STAREC créée et présentée aux partenaires. | | L'outil est créé et utilisé dans le cadre de l'appui au retour et à la réintégration (base de données des déplacées) et une ébauche de plateforme pour l'appui à STAREC est développée pour la communauté de stabilisation. | Voir dans rapports UNOPS |
| Résultat 4.2 Cartes géographiques thématiques disponibles pour tous les acteurs impliqués dans les différentes composantes de l'ISSSS | Indicateur 4.2.1 | Nombre de cartes produites | | 35 cartes (analyses des mouvements des déplacés dans les camps CCCM) | | Cartes produites et disséminées à travers le site Internet du projet et par email | Voir dans rapports UNOPS |
| | Indicateur 4.2.2 | Etendue des territoires cartographiés | | 1 carte avec les limites de tous les groupements au Nord Kivu | | Cartes produites en attente de validation officielle | Voir dans rapports UNOPS |

ii) Évaluation, Meilleures Pratiques et Leçons apprises :

A chaque fois que cela fut possible, des missions conjointes d'évaluations avec les partenaires ont été réalisées. Cependant vu le niveau d'insécurité dans les différentes zones pendant la période considérée, beaucoup de missions ont dû être suspendues. Cependant, les évaluations menées nous ont permis de définir des priorités et recadrer certaines activités. C'est ainsi que le projet de construction de 725 maisons initialement prévu dans plusieurs zones de retour n'a pu se faire que dans le seul groupement de Mupfuni Matanda. Le budget initial ayant été largement sous-estimé avec des postes omis, l'UNHCR a, sur ses fonds propres, réalisé la construction de 8 bureaux communautaires pilotes pour abriter les membres des CLPC et serviront de cadres des réunions et résolution de tous les différends communautaires. La participation (Octroi des parcelles, mobilisation des agrégats, appui à la construction des habitations et foyers communautaires) et l'appropriation du projet par la communauté en vue de sa pérennisation furent les atouts à mettre à l'actif des communautés.



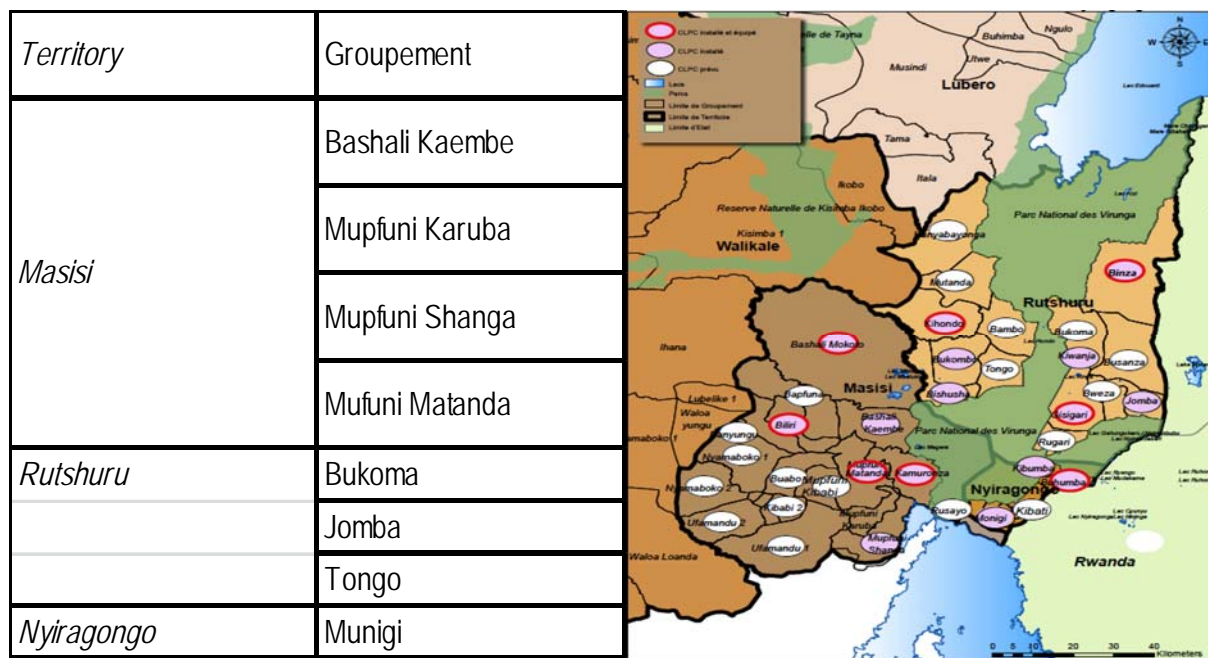
Membres du CLPC Matanda lors d'une mission d'évaluation des travaux de construction des abris



Type bâtiment CLPC



Type abri d'un menage retourné



Cercles en pink-rouge: CLPC installés
 Cercles en pink : CLPC installés, Construits et membres formés,
 Cercles blancs : Non installés.

Le programme de médiation des conflits fonciers a fait l'objet d'une évaluation externe en Février 2012 pour cerner les forces et les faiblesses du programme. L'évaluation a révélé les points suivants :

- La médiation est un outil efficace pour donner des réponses aux conflits fonciers dans les zones de retour.
- La médiation constitue un soulagement pour les populations locales qui n'ont pas accès ni à la justice ni aux structures étatiques.
- La médiation a permis d'assister les femmes à recouvrer des droits sur la terre dans un contexte d'exclusion sociale à cause la coutume (un nombre de 2479 femmes ont bénéficié des conflits fonciers résolus)
- Le programme de médiation a permis de combler l'absence de l'autorité de l'Etat dans les zones de couvertures. Les populations ont montré une confiance certaine à cause des garanties de neutralité et d'objectivité offertes par les médiateurs, dans un contexte de rivalité interethnique.
- Les autorités coutumières et administratives ont trouvé salutaires l'approche de résolution pacifique des conflits fonciers. Le Ministre provincial des affaires foncières sollicite les médiateurs pour faire face à des conflits fonciers.
- La médiation foncière a été capable de donner des réponses à des conflits fonciers complexes, impliquant des hommes politiques et armes armés.
- Le financement du PBF a été catalytique pour l'engagement d'autres bailleurs de fonds (USAID : 4 Millions USD, Canada : 1, 5 M ; Dutch : 460 000 USD).

Les données statistiques des personnes déplacées ont l'objet de mise à jour régulière, les cartes des sites de déplacement ainsi que les zones de retour actualisées ce qui facilitait aux acteurs la mise œuvre des activités.

- **Veillez expliquer, le cas échéant, les défis confrontés tels que des retards dans l'exécution du programme, et la nature des contraintes comme les modalités de gestion, ressources humaines, etc. Quelles mesures ont été prises pour les atténuer? Comment tels défis et/ou actions ont affecté**

à la réalisation de l'ensemble des résultats? Y a-t-il eu des risques identifiés lors de la conception du projet qui se sont matérialisés ou des risques imprévus qui sont apparus par la suite?

Le STAREC a connu des ralentissements dans sa mise en place, notamment des différentes structures de coordination du programme. La non existence juridique pendant plus de 9 mois cumulés par le manque de l'Ordonnance Présidentielle. Cela a rendu difficile une centralisation des données sur les projets mais aussi sur la protection des civils, la sécurité ou la restauration de l'autorité de l'Etat. L'outil technique de plateforme SIG et de données n'a donc pu être entièrement opérationnel en raison du manque de données. Les conditions d'accès (mauvais état des routes, routes inexistantes ou non praticables, insécurité...) ont également contribué au ralentissement des activités voire parfois un arrêt des activités.

La mise en œuvre du projet était basée sur deux principes clés : la complémentarité et la coordination. Compte tenu du fait que les problèmes fonciers sont transversaux, UNHABITAT a développé des mécanismes de collaboration et d'échanges d'information avec plusieurs groupes et agences intervenant dans le cadre de la stabilisation (Clusters Protection, Early Recovery, Groupe de Travail Abris, MoNUSCO-CAS, CCCM, Groupe de coordination foncière). Le programme a aussi bénéficié d'une appropriation à tous les niveaux (Local, Provincial, National). Le Ministre Provincial en charge des affaires foncières joue un rôle dynamique dans la mise en œuvre avec une forte implication dans la recherche de solution aux conflits fonciers. En vue d'harmoniser les interventions dans ce domaine, un groupe de coordination réunissant l'ensemble des acteurs qui travaillent sur le foncier, a été mis en place. C'est un cadre d'échange et d'harmonisation des interventions au niveau des territoires mais aussi de plaidoyer.

Le projet UNOPS Data Center for IDP a mis à profit les capacités existantes et les expériences de son équipe pour conduire des pré-tests dans 4 groupements au Nord Kivu (Kamuronza, Rugari, Mupfuni Matanda et Shanga), en vue de contribuer au renforcement des capacités de la cellule infrastructure du gouvernement de la RDC à travers le bureau de coordination provinciale de STAREC au nord Kivu en termes de collecte et de consolidation de l'information dans les zones potentielles de retour des déplacés et des réfugiés et qui se traduisait par une approche communautaire appelée « cartographie communautaire » effectuée avec l'appui des autorités locales à travers les inventaires de l'existant dans ces groupements et la production des analyses cartographiques.

Par ailleurs, le projet UNOPS a participé activement à la formation menée conjointement avec les partenaires, notamment l'UNHCR et UNHABITAT, suite à l'installation des 15 CLPC dans les territoires de Nyiragongo, Masisi et Rutshuru.

Enfin, le projet collectait et partageait régulièrement les données statistiques ou cartographiques des déplacés internes dans les camps CCCM du Nord Kivu avec tous les acteurs humanitaires afin de les aider à mieux cibler leur assistance.

Au rang des risques, on peut évoquer la situation sécuritaire qui est très volatile avec les groupes armés. L'émergence du M23 dans le Territoire de Rutshuru a affecté les activités. Le Centre Communautaire de Médiation foncière est resté inopérant à cause de l'insécurité et la présence du mouvement rebelle. Certains leaders de CLPC ont fui la zone pendant que d'autres ont fonctionné dans la clandestinité (celui de Kisigari)

- **Indiquer les leçons apprises principales et les meilleures pratiques qui faciliteraient la conception et la mise en œuvre future de programmes, y compris les questions liées aux modalités de gestion, ressources humaines, ressources, etc. Veillez également inclure des expériences d'échec, qui sont souvent la source la plus riche des leçons apprises.**

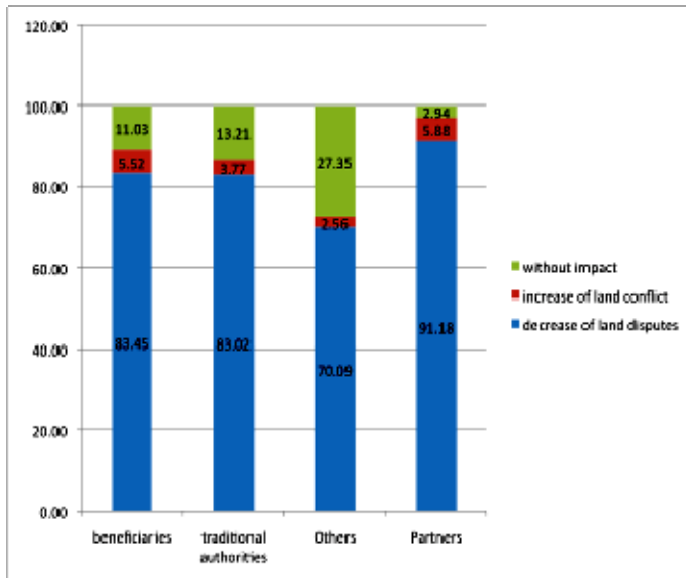
Le programme conjoint a été une réussite avec une harmonisation et complémentarité des activités. Le système du Projet Lead par une agence a bien fonctionné car aucun retard n'a été observé dans le transfert des fonds encore moins dans la gestion consolidée des rapports d'étape.

iii) Une illustration narrative spécifique

- Donner un exemple plus détaillé d'un projet qui contribuait avec réussite au processus de la consolidation de la paix. Présenter les changements les plus remarquables atteints au niveau de la perception ou des attitudes des groupes cibles préalablement impliqués dans le conflit?
- L'inclusion des pièces justificatives, y compris des photos avec des légendes, des informations plus détaillées, etc., est fortement encouragée. Le Bureau MPTF choisira des exemples et des photos qui seront publiés dans le rapport annuel global, le site web et le Bulletin du Bureau MPTF.

La composante gestion des conflits fonciers a été bien accueillie par les bénéficiaires qui ont longtemps fait face à un manque de structure de gestion pacifique des conflits fonciers. Les changements d'attitude suivants sont notés :

- Recours à la médiation et non à la violence pour résoudre les conflits fonciers. Même des personnalités politiques influentes de la Province ont recouru au programme de médiation foncière pour trouver des solutions avec les communautés locales, se rendant compte que la justice aggrave les situations en mettant en défi les parties aux conflits. Des hommes devenus anciens membres des FARDC ont aussi recouru à la médiation.
- L'administration foncière a bénéficié de l'accompagnement des médiateurs pour résoudre des conflits fonciers dans le territoire de Rutshuru.
- Les chefs coutumiers qui au début étaient contre la médiation, ont finalement reconnu l'efficacité des méthodes alternatives de gestion des conflits fonciers. D'ailleurs un chef coutumier dans la cité de Kitchanga a été parti à une médiation après être accusé de ravisement des droits fonciers de son sujet. On a noté une appropriation du contenu par les chefs coutumiers leaders communautaires.
- Le programme de médiation a ouvert aussi la porte vers une perception beaucoup plus holistique de la problématique foncière, car le gouvernement congolais s'est désormais engagé dans un processus de réforme foncière pour pallier au conflit foncier et à l'instabilité sociale qui en résulte. Le lien entre la compétition foncière, l'instabilité sociale et les besoins de relèvement communautaires sont bien perçus maintenant par les acteurs politiques au niveau le plus élevé.



Impact de la médiation sur la baisse des conflits fonciers- Enquete conduite en Mai 2012

Dynamique de conflits adressés: Veuillez décrire le problème spécifique ou défi à confronter par le sujet de votre exemple.

La compétition pour l'accès entre communautés a un facteur qui a beaucoup contribué aux conflits récurrents à l'Est de la RDC, particulièrement dans le Nord Kivu ; le retour des personnes déplacées s'accompagne avec des revendications foncières entre individus ou groupe de communautés. Les conflits au tour de la terre constituent un obstacle à la paix, la cohésion, au retour et la réintégration des personnes déplacées. Par conséquent il s'avère opportun de mettre en place des stratégies pour pallier aux conflits fonciers et œuvrer pour la cohésion sociale entre communautés locales (Hutu, Tutsi, Hundé, Nandé).

Interventions du projet: Comment le problème ou défis a-t-il été adressé à travers les interventions du programme ? Quel fut le changement attendu ? (soyez aussi précis que possible).

Les interventions du programme consistent :

- Mettre en place des mécanismes de prévention et de résolution des conflits fonciers.
- Renforcer les capacités des structures locales en matière de gestion et de prévention des conflits fonciers.
- Promouvoir le dialogue, sensibilisation et information autour de la question foncière.
- Mettre en place des mécanismes de réponse rapide aux conflits fonciers.

Les résultats attendus sont :

- Une baisse drastique des conflits fonciers.
- Les communautés locales ont recours aux méthodes alternatives de résolution des conflits fonciers et non à la violence.
- La paix et la cohésion sociale sont renforcées entre communautés à travers un dialogue autour des questions foncières.

Résultat: Veuillez décrire le changement observable qui a eu lieu à ce jour suite aux interventions du programme. Par exemple, comment la communauté a vécu le changement ou comment le gouvernement a réussi à mieux même faire face au problème initial ? Comment les interventions ont adressé les causes de conflit.

1. Le programme a déployé des équipes de médiation foncière mobile dans les territoires pour faire le monitoring des conflits fonciers mais aussi pour donner des réponses appropriées aux conflits fonciers. Au total 6 médiateurs fonciers et 10 animateurs fonciers sont formés et mis à la disposition des communautés.
2. Au total 2 Centres Communautaires de Médiation Foncière sont installés dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. Les Centres Communautaires de Médiation foncière ont joué les rôles suivants : information sur les droits fonciers, formation des bénéficiaires sur les droits fonciers, sensibilisation sur la coexistence pacifique, documentation et médiation des conflits fonciers (1448 conflits fonciers enregistrés et 539 résolus au niveau des centres communautaires de médiation foncière).
3. Le programme a aussi appuyé la mise en place des CLPC (7 au total) composés des membres des communautés, dont un nombre de 75 femmes. Les CLPC ont joué un rôle de prévention, sensibilisation et de gestion des conflits fonciers.

Les changements suivants sont observés :

- Une baisse des conflits fonciers et du recours à la violence dans les zones d'intervention.
- Une confiance des communautés aux méthodes alternatives des conflits fonciers, même les chefs coutumiers, l'administration foncière et locale.
- Un cadre de dialogue s'est instauré avec des communautés qui jusqu'ici antagonistes (Tutsi, Hutu, Hunde) : dialogue foncier de Masisi regroupant les chefs coutumiers, les leaders communautaires, la société civile.
- Un recours des autorités provinciales au programme pour résoudre les conflits fonciers. Une collaboration avec le Ministère Provincial des Affaires Foncières dans le Nord Kivu et l'administration foncière a permis de régler des conflits fonciers.
- Le programme a été à l'origine d'une réflexion pour une réforme foncière pour des solutions durables aux conflits fonciers. Le gouvernement s'est lancé maintenant dans une réforme foncière après une consultation nationale organisée en 2012.

Témoignage Madame **Jeannette** résidant à Kalengera dans le groupement de Kisigari en chefferie de Bwisha, sur l'impact de la médiation foncière.



J'avais tenté de saisir plusieurs instances en vue de trouver une solution à mon problème sans succès. Partout on me demandait de l'argent. C'est ainsi que j'ai soumis mon problème aux équipes de UNHABITAT, celles-ci ont invité certains membres de ma belle famille avec lesquels nous avons discuté plusieurs fois. Grâce à leur facilitation, ma belle famille a fini par accepter de me restituer mon champ et ma parcelle. Cette situation a fait que je quitte le camp des déplacés et occuper la parcelle et cultiver le champ qui m'ont été restitués. Je vis dans ma communauté et je suis appuyée par celle-ci. Je ne sais comment remercier UNHABITAT pour son travail car c'est grâce à lui que je vais commencer à prendre à charge mes enfants, aussi c'est grâce à lui que j'ai amélioré mes relations avec ma belle famille.

Impact de la médiation foncière sur les activités de cohésion sociale et de développement



Création d'un marché pour les femmes suite à la médiation qui a permis d'octroyer à 514 ménages de la communauté de Luhonga dans le Nord Kivu 24 hectares de terres. Les populations bénéficiaires sont des retournés après des années de déplacement.

Visite du DSRG Fidèle Sarassoro au Programme de Médiation foncière à Kitchanga dans le Territoire de Masisi Nord Kivu



Le Représentant Adjoint du SG des Nations Unies a visité le Centre Communautaire de Médiation foncière de Masisi en compagnie d'une délégation composée des agences des Nations Unies et des autorités locales.



Séance de sensibilisation envers les leaders communautaires dans le territoire de Rustshuru sur la coexistence pacifique et la résolution pacifique des conflits fonciers.